

# Journal de Syrie

N° 55 du 25.05 au 03.06.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_syriens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Louis Denghien : La boussole russe montre toujours le nord !

Russia Today" : Poutine et Hollande affirme la nécessité de poursuivre l'exécution du plan d'Annan jusqu'à la fin

Paroles & action du président Hollande

1-1 Mireille Delamarre : Hollande /Syrie : "Changement maintenant" mais quel changement ?

1-2 Louis Denghien : Surprise : Hollande n'a pas fait « plier » Poutine !

1-3 do : HOLLANDE VEUT LA GUERRE !

2 Paroles & action du président Poutine.

2-1 Guy François Olinga : POUTINE : PLUS JAMAIS LES ERREURS FAITES EN LIBYE ET EN COTE D'IVOIRE.

2-2 Réseau Voltaire : Vladimir Poutine propose une Force de paix de l'OTSC.

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

3-1 Nadia KHOST : Qui est responsable des crimes en Syrie ?

---

---

Tiré à part :

Louis Denghien : La boussole russe montre toujours le nord !

Certains chefs de diplomatie s'en vont (heureusement) – Alain Juppé – d'autres restent en place (heureusement) : ainsi Sergueï Lavrov qui aujourd'hui sous la présidence de Poutine comme hier sous celle de Medvedev maintient la ligne, les analyses et le franc-parler de l'administration russe quant à la Syrie. Ainsi mercredi 23 mai, il tenait conférence de presse à Moscou, et en a profité pour remettre, à la lumière des derniers développements, un certain nombre de points sur un certain nombre de « i ». Au détriment de l'opposition et des pays qui la soutiennent, accusés par Lavrov de vouloir faire échouer le plan de paix de Kofi Annan et de l'ONU. Le ministre a clairement désigné les groupes armés et les pays qui les financent – suivez son regard en direction du Golfe – qui sabotent à coup d'assassinats et d'attaques le cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis presque un mois et demi.

*« Tout ceci constitue une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité qui a totalement approuvé ce plan stipulant l'arrêt immédiat de la violence non pas seulement de la part du gouvernement mais aussi de la part de toutes les factions de l'opposition, dont bien sûr l'opposition*

*armée* » a ponctué Lavrov. Un énième rappel d'évidences, une nouvelle fois rendu nécessaire par l'autisme volontaire de certains gouvernements occidentaux, dont certains appuient théoriquement, eux aussi, le plan de paix. **« On ne peut jeter la pierre à un seul camp » insiste S. Lavrov à l'intention de ceux dont il remarque qu'ils exigent du gouvernement syrien qu'il exécute immédiatement les dispositions du plan Annan alors qu'ils excusent, nient ou carrément encouragent et subventionnent les provocations sanglantes de l'opposition.**

Justement, probablement à l'intention de cette opposition, ou de sa tendance dite la plus représentative, le chef de la diplomatie russe a lancé un appel à exprimer clairement ce qu'elle veut, à arrêter enfin la violence et à débiter un vrai dialogue politique avec le pouvoir, c'est-à-dire à donner enfin une chance au plan de paix de l'ONU, de la Ligue arabe et de Kofi Annan. Et Lavrov de demander, en faux ingénu, si certains opposants n'avaient pas, par hasard, un plan secret, très différent de celui d'Annan, et qui consisterait à changer de régime par tous les moyens, même illégaux... La question mérite d'être posée, en effet...

Dans le même temps, le second de Lavrov, le vice-ministre des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov, par ailleurs envoyé spécial du président russe au Proche-Orient, a accusé nommément le CNS de fuir tout ce qui pourrait conduire à une application du plan Annan.

Sergueï Lavrov a aussi exprimé l'inquiétude quant à la possibilité de voir le conflit syrien s'inviter au Liban. À ce sujet l'ambassadeur de Moscou à Byrouth, Alexandre Zasytkin, s'est déclaré, à l'issue d'entretiens avec des responsables libanais, satisfait des mesures adoptées par l'armée libanaise pour lutter contre le trafic d'armes en direction de la Syrie. À noter que quelques jours plus tôt, le 10 mai, M.Zasytkin avait exhorté l'opposition syrienne à *« couper toute relation avec les groupes armés »*. Le genre de prière qu'on formule à haute voix pour mieux les voir tomber dans des oreilles de sourds ! Plus que jamais, l'administration russe, qui est là *a priori* pour un certain temps, montre le nord aux diplomates du monde entier comme aux protagonistes de la crise syrienne. **Les cheveux d'Alain Juppé sont tombés bien avant lui, mais ceux d'Hillary Clinton n'ont pas fini de se dresser – et de blanchir !**

Louis DENGHIEN,  
24 mai 2012

Vous pouvez suivre les réponses à cet articles avec le [flux RSS](#).

<http://www.infosyrie.fr/actualite/la-boussole-russe-montre-toujours-le-nord/>

---

Russia Today" : Poutine et Hollande affirme la nécessité de poursuivre l'exécution du plan d'Annan jusqu'à la fin

canempechepasnicolas

Berlin : Le président russe, Vladimir Poutine, a affirmé que la Russie ne changera pas sa position envers la Syrie, affirmant que toutes les parties doivent soutenir le plan Annan pour satisfaire aux aspirations des Syriens.

Le président Poutine a refusé tout propos sur l'effondrement du plan d'Annan, précisant: "Notre mission est de mettre fin à la violence en Syrie. la Russie, l'Allemagne et les autres partenaires doivent aider Annan pour atteindre cet objectif".

Dans une conférence de presse conjointe avec la chancelière allemande, Angéla Merkel, tenue à Berlin, le président Poutine a mis l'accent sur les relations étroites russo-syriennes, assurant que la Russie appuie la Syrie, sa souveraineté et son peuple.

Le président Poutine a indiqué avoir examiné avec la chancelière Merkel le règlement politique de la crise en Syrie loin de la logique de la force

De son côté, la chancelière Merkel a indiqué que la Russie et l'Allemagne appelaient à un règlement politique de la crise en Syrie sur la base du plan Annan, affirmant qu'il n'y a aucun désaccord entre l'Allemagne et la Russie sur la question syrienne.

La chancelière Merkel a souligné avoir discuté avec le président Poutine les prochaines démarches à adopter dans le cadre des Nations Unies pour ne pas laisser échouer le plan Annan.

Le président russe, Vladimir Poutine et son homologue français, François Hollande, ont affirmé la nécessité de poursuivre l'exécution du plan Annan jusqu'à la fin et de parvenir à un règlement de la crise en Syrie via le dialogue.

"Toute parole à l'avance sur l'échec du plan Annan est une grande faute", a souligné le président russe, dans une conférence de presse tenue à Paris avec son homologue français. "L'objectif de la Russie est d'arrêter la violence de toutes les parties, d'éviter la guerre en Syrie et de s'asseoir à la table du dialogue pour résoudre la crise", a-t-il ajouté.

Il a appelé toutes les parties internationales à déployer tout effort possible pour faire réussir le plan d'Annan et à être prudents en traitant avec ce qui se passe dans la région, soulignant que les sanctions ne sont pas toujours efficaces.

Pour sa part, le président français a indiqué que si les observateurs ont parvenu à accomplir leur mission, le processus politique serait la 2ème étape qui conduira la Syrie à la stabilité et à la sécurité.

Cité par le site Internet "Russia Today", le porte parole du ministère russe des AE, Alexeï Loukachevitch, a souligné que la tragédie d'al-Houleh avait montré à quoi conduisent les fonds financiers, la contrebande des armes modernes aux gangs armés et l'enrôlement des mercenaires.

Il a souligné que la Russie avait mentionné à plusieurs reprises les causes ayant un effet négatif sur l'exécution du plan d'Annan, dont à leur tête le fait que les acteurs essentiels sur la scène internationale ne sont pas prêts à agir dans le cadre d'un règlement politique

Le vice-ministre russe des affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, a appelé à ne pas s'empresse à porter les accusations sur le massacre d'al-Houla, dans la banlieue de Homs.

"La logique dit que le gouvernement syrien n'avait aucunement intérêt en un tel massacre avant la visite d'Annan en Syrie", s'est exclamé M. Bogdanov, dans une déclaration aux journalistes, reproduite par le site Internet "

**Russia Today'**.

M. Bogdanov a assuré que dans l'affaire syrienne, la Russie n'appuie pas une partie sans l'autre, faisant savoir que son pays recevait chaque semaine des délégations de l'opposition syrienne de toutes les couleurs: Islamistes, libéraux, gauche....

Il a réitéré le soutien par son pays du plan de l'émissaire onusien Kofi Annan, soulignant que l'émissaire onusien visiterait la Russie l'été courant.

<http://canempechepasnicolas.over-blog.com/>

---

1 Paroles & action du président Hollande

1-1 Mireille Delamarre : Hollande /Syrie : "Changement maintenant" mais quel changement ?, Laurent Fabius comme ministre des affaires étrangères Hollande a envoyé un message clair aux Français :

La politique étrangère de la France reste sous la coupe de Tel Aviv qui prend activement part à la guerre occidentale contre le régime syrien. La France de Hollande est en guerre en Syrie tout comme celle de Sarkozy l'était sans que le parlement n'ait voté. Pas de majorité absolue pour le PS au parlement. Ainsi, La machine de propagande guerrière médiatico politique contre le régime d'Assad tourne à plein régime. A peine installé au Quai D'Orsay nommé par Hollande Laurent Fabius poursuit la même politique sarkosioniste visant à faire tomber le gouvernement d'Assad en Syrie y compris en soutenant activement des groupes terroristes armés massacrant des civils.

Le gouvernement syrien et son armée ont immédiatement été accusés du massacre de Houla au cours duquel plus de 90 syriens dont des enfants ont été tués. Ban Ki Moon et Kofi Annan ont vite accusé eux aussi le gouvernement syrien. Pourtant aucune preuve n'a été fournie de la responsabilité du gouvernement syrien dans ce massacre. Le chef des observateurs de l'ONU en Syrie, le général Robert Mood, qui s'est rendu sur place a lui-même déclaré lors d'une conférence de presse à Damas « Quels qu'ils soient, ceux qui ont commencé, ceux qui ont répliqué et ceux qui ont perpétré cet acte déplorable de violence doivent être tenus pour responsables»

«Ceux qui utilisent la violence pour leurs propres objectifs pourraient créer plus d'instabilité et conduire le pays à la guerre civile» a-t-il prévenu faisant clairement allusion à l'ASL qui vient de déclarer ne plus adhérer au plan de paix de Koffi Annan. Ce dernier ne semble pas s'informer auprès de Mood de ce qui se passe réellement sur le terrain en Syrie.

Annan comme Ban Ki Moon c'est un fait servent les intérêts américano sionistes avant d'être au service de la paix.

L'ASL et ses alliés d'Al Qaeda mis en déroute par l'armée syrienne à Homs ont profité de la mise en place de ce plan Annan pour organiser l'entraînement de leurs mercenaires au Kosovo en plus de la Turquie et surtout pour s'approvisionner en armes et munitions financées par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Les US jusqu'à présent hésitaient à armer l'ASL mais ils viennent de donner ont leur feu vert à des livraisons d'armes lourdes anti chars à l'ASL bien qu'ils ne soient pas sûrs à 100% que ces armes ne tomberont pas dans les mains d'al Qaeda. Mais ce n'est pas la première fois - comme par le passé en Afghanistan en Irak en Libye - que les Américains armeront Al Qaeda pour que cette organisation terroriste et ses mercenaires leur servent de supplétifs pour accomplir la sale besogne de renverser un régime qui leur déplaît à eux et à la tribu juive sioniste dominatrice colonisant la Palestine.

Fabius qui fait partie de cette tribu -côté paternel comme Kouchner son prédécesseur avant Juppé au quai D'Orsay- à peine installé s'emploie déjà à reprendre les activités guerrières de Juppé. Il vient de déclarer suite aux massacres de Houla :

«Je prends immédiatement des contacts pour réunir à Paris le Groupe des pays amis du peuple syrien». Fabius s'informe probablement de ce qui se passe en Syrie auprès de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH \*) basé à Londres qui travaille sous la direction des services secrets britanniques qui n'a aucune compétence en matière d'information et malgré cela sert à alimenter les médias occidentaux devenus des organes de propagandes guerrières et semble -t-il aussi le Quai D'Orsay privé d'ambassade française à Damas.

Depuis le début de la guerre par proxys ASL, Al Qaeda et consorts menée en Syrie pour renverser le régime de Bashar Al Assad, à laquelle participe activement la France depuis plus d'un an sans même que le parlement n'ait eu à en décider comme c'est légalement sa mission le PS et Hollande ont soutenu Sarkozy dans ses dérives guerrières ( idem pour la guerre de Libye). Fabius agit avec le feu vert de Hollande.

Certes Hollande ne cherche pas à prendre la tête de la « coalition des volontaires » pour envoyer les avions de l'OTAN dans le cadre d'une mission type R2P détruire les systèmes de défense syriens et bombarder les infrastructures de Damas. Hollande est du type à agir en secret à l'inverse de Sarkozy le fanfaron. Ce qui s'est décidé récemment à Chicago lors de la réunion de l'OTAN à laquelle a participé Hollande qui a également été reçu par Obama c'est de passer à la phase 2 du plan de renversement du régime de Bashar al Assad.Sans résolution de l'ONU car Russie et Chine sont contre les US/OTAN fourniront en coulisses des armes lourdes et autres engins explosifs à l'ASL les mercenaires d'Al Qaeda et autres groupuscules extrémistes de même qu'une aide logistique satellitaire sur les mouvements de troupes du gouvernement syrien pour les attaquer.

Hollande dès le départ ne fait preuve d'aucune indépendance vis-à-vis des US/OTAN et leur acolyte tribal sioniste en matière de politique étrangère.Par conséquent le PS ne doit pas avoir de majorité absolue au parlement ce serait dangereux pour la démocratie française déjà mal en point sans proportionnelle provoquant ainsi des marchandages de bazar indignes de la République.\*Sur l'OSDH le site russe RIA Novosti a publié le 25/02/2012 un court article intitulé « Syrie : les médias occidentaux mal informés ( Moscou) » :

« Le niveau de compétence de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) basé à Londres est tel que les informations qu'il fournit à de nombreux médias occidentaux suscitent des doutes sérieux, a indiqué samedi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch. "Selon les informations dont nous disposons, le personnel de l'Observatoire ne comprend que deux personnes: le directeur et son secrétaire-interprète. L'établissement est dirigé par un certain Rami Abdel Rahmane qui ne possède ni de formation journalistique ou juridique ni même d'instruction secondaire. Dans une interview accordée aux médias en novembre dernier, il a fait savoir qu'il résidait en permanence à Londres, était citoyen britannique et exerçait un métier d'entrepreneur (propriétaire d'un snack-bar)", lit-on dans le commentaire de M. Loukachevitch mis en ligne sur le site du ministère des Affaires étrangères.

Le document souligne que les employés de l'Observatoire évitent tout contact avec les diplomates russes."Je pense que les faits susmentionnés permettent de juger de la véracité des informations fournies

par cette structure", a conclu M. Loukachevitch. De nombreux médias faisant autorité en Russie et en Occident utilisent les informations de l'OSDH sur le nombre des victimes du conflit en Syrie. »  
<http://french.irib.ir/analyses/commentaires/item/190939-hollande-syrie-le-«-changement-maintenant-»-quel-changement-,-par-mireille-delamarre>

---

1-2 Louis Denghien : Surprise : Hollande n'a pas fait « plier » Poutine !

Louis Denghien, le 2 juin 2012

Comme attendu, chacun a campé sur ses positions syriennes ce vendredi soir à l'Élysée : François Hollande a affirmé, lors du point de presse commun avec son invité russe, qu'il n'y avait pas de solution en Syrie sans « *départ de Bachar al-Assad* » et demandé de nouvelles sanctions contre son régime, qui, a-t-il déclaré, « *s'est conduit de manière inacceptable, intolérable* » et a « *commis des actes qui le disqualifient* ». Ces déclarations un rien abruptes mais conformes à la vulgate occidentale n'ont peut-être pas complètement surpris Poutine, les deux hommes ayant dû assez longuement aborder le sujet au cours de leurs deux heures et demie d'entretiens – dîner compris. Mais elles l'ont visiblement agacé et il a fait allusion, juste après la sortie de Hollande, au fait que Bachar al-Assad s'était par le passé d'avantage rendu à Paris qu'à Moscou.

**Poutine à Hollande : « *Combien de civils victimes des rebelles ?* »**

Pour le reste, et sur le fond de l'affaire, le président de la Fédération de Russie a répété que la solution à la crise syrienne ne pouvait être que politique et que rien ne pouvait y être obtenu par la force ; il a mis en doute l'efficacité des sanctions et dit qu'il fallait tout faire pour éviter une guerre civile, dit aussi que le régime n'était pas seul responsable du climat de violence, évoquant les victimes des « *rebelles* ».

**Poutine a même posé la question à l'intention de son interlocuteur et bien au-delà : « *Combien de civils ont péri aux mains des autres, des rebelles, est-ce que vous avez compté ces pertes, il s'agit de centaines de personnes !* »** Un rappel nécessaire en ce lieu et vis-à-vis de cet interlocuteur voué à la langue et à la pensée de bois sur ce sujet. Et aussi une façon de rappeler que la Russie ne se laissait pas impressionner par le pathos hypocrite des Occidentaux sur le drame de Houla, sur lequel ils se sont littéralement précipités sans attendre une vraie enquête, ce qui risque d'ailleurs de tourner à leur confusion. Le président russe a nié à ce sujet que la Russie ait livré à Damas des armes susceptible de servir à sa lutte contre les bandes armées.

Répondant point par point à son – nous allions dire « adversaire » – hôte, Vladimir Poutine a eu ces mots sur le départ de Bachar réclamé mécaniquement par l'Ouest : « *Si on écartait du pouvoir un président en exercice, est-ce que vous croyez qu'il y aurait un bonheur total dans ce pays demain ? Non* » Et le chef de l'État russe a eu beau jeu de mettre en exergue les violences ayant suivi les chutes de Saddam Hussein et de Mouammar Kadhafi, dans deux pays arabes victimes notables de l'ingérence humanitaire à l'occidentale.

Et, logiquement, il a réaffirmé son appui résolu au plan de paix Annan : « *Nous devons tout faire pour que sa mission (à Kofi Annan) soit couronnée de succès et je considère comme contre-productif de déclarer à l'avance que sa mission est vouée à l'échec* » : là encore un message clairement destiné à son voisin de pupitre.

Face à tant d'évidences inaudibles par lui et les siens, François Hollande a eu quelques mots pour dire qu'il n'ignorait pas les risques de guerre, seul lest que cet homme politique formaté pouvait lâcher en la circonstance.

La tension entre les deux présidents était visible, visage fermé côté russe, sourire crispé côté français. Bref, Poutine a répété à Paris ce qu'il avait dit dans la matinée à Berlin, où Angela Merkel, tout en réclamant selon le catéchisme diplomatique européen le départ de Bachar, avait partagé la préoccupation exprimée par Poutine du risque d'une guerre civile, et s'était dit d'accord avec lui pour privilégier une solution politique. On se souvient d'ailleurs qu'un peu plus tôt les Allemands avaient pris publiquement leurs distances d'avec les menaces d'intervention militaire proférées par le président français sur *France 2*, réaffirmant que celle-ci n'était pas de saison. Il n'est pas exagéré de dire que le drame syrien et son appréhension par Hollande ont, au moins ponctuellement, éloigné Paris et Berlin.

**Pas vraiment un succès diplomatique « hollandais »**

Vladimir Poutine, qui avait d'autres sujets à examiner avec son homologue français, a eu par ailleurs des mots très aimables pour la France, pays dont il veut conserver l'amitié. Il n'empêche qu'il n'a à

l'évidence pas goûté la surenchère hollandaise sur la Syrie. Pourquoi d'ailleurs une position aussi « marquée » de la part du nouveau président français ? **D'abord, Hollande est, répétons-le hardiment, « formaté » depuis sa jeunesse par le kouchnérisme diplomatique, et croit donc à ce qu'il raconte, à savoir la fiction médiatique d'un dictateur martyrisant un peuple unanimement dressé contre lui.** Et puis, il n'est pas du genre à se distinguer de la doxa diplomatique occidentale et européenne. Ensuite, certainement, il a voulu faire taire une bonne fois pour toutes sa réputation de « mou », d'homme de demi-mesures surtout face à un adversaire de poids et présenté lui comme un dur, et qui est le principal obstacle au programme euro-américain de « normalisation » du monde en général et du Proche-Orient en particulier. Du coup, il a peut-être un peu « surjoué », endossé un costume de chef de file anti-Bachar un peu trop grand pour lui, le véritable challenger de Poutine dans ce domaine s'appelant Barack Obama. **En tous cas, on a eu une millième démonstration de l'absolue interchangeabilité, sur les sujets essentiels, des équipes dirigeantes françaises, de « gauche » ou de « droite ».**

La vraie morale de cette rencontre étant quand même que, faisant mentir certains titres grotesques de la presse française, Hollande n'a pas vraiment fait « plier » Poutine sur la Syrie, celui-ci restant calme mais très ferme. **C'est donc plutôt, pour la « nouvelle France socialiste », un échec diplomatique marqué, encore un peu aggravé par la dissension apparue avec l'Allemagne sur le sujet.** François Hollande et Laurent Fabius vont donc proposer, et sans doute obtenir, de leurs partenaires européens de nouvelles sanctions économiques contre le régime – et contre le peuple syrien par la même occasion. Et puis ils vont organiser, en juillet à Paris, une nouvelle réunion des « Amis de la Syrie », nouvelle occasion de nouvelles incantations anti-Bachar, abondamment relayées par la presse française pas moins formatée que le président de la République. Tout ça pour ça...

**(Vrais) amis de la Syrie, rassurez-vous : votre pays de coeur ou de sang n'a rien à craindre de ces brasseurs de mots et de ces marchands d'indignation.**

Louis Dénghien,

le 2 juin 2012

<http://www.infosyrie.fr/actualite/surprise-hollande-na-pas-fait-plier-poutine/>

---

1-3 do : **HOLLANDE VEUT LA GUERRE !**

Bonjour à toutes et à tous,

Quand Hollande nous dit : « pas de solution possible » en Syrie « sans le départ d'Assad » ! Cela signifie qu'il veut la guerre !

Et la guerre, ça coûte cher ! C'est pourquoi il veut pas augmenter nos salaires ni nos retraites de manière conséquente.

Et la guerre qu'il veut faire en notre nom avec nos sous, il a déjà commencé à la préparer par un faux sondage qui ose prétendre que 58% de Français sont favorables à une intervention militaire en Syrie !

**En 1990-91, un faux sondage à Mitterrand pour justifier la guerre en Irak prétendait que 80% des Français voulaient la guerre. J'avais fait moi-même mon sondage personnel histoire de vérifier ; et, en réalité, personne ne voulait la guerre !**

On nous avait aussi dit en 1990-91 que cette première guerre du Golfe ne coûterait rien aux Français, en réalité la part française de cette guerre allait coûter 6 milliards de Francs.

??? ! Il se trouve seulement qu'un peu avant la première guerre du Golfe, les comptes de la Sécu étaient en parfait équilibre et que, juste après la fin de la première guerre contre l'Irak, la sécu avait un déficit de 6 milliards. Pile ce qu'avait coûté la guerre ! conclusion on nous avait menti et c'est avec l'argent de notre sécu que le faux socialiste Mitterrand avait financé la partie française de la première guerre du Golfe !

**POUR DIRE « NON À LA GUERRE ! » NE VOTEZ PAS P"S", NI AU PREMIER, NI AU SECOND TOUR DES LÉGISLATIVES ! IL Y A D'AUTRES PARTIS DE GAUCHE QUE LE P"S" ! ET IL Y A MÊME DES PARTIS D'EXTRÊME GAUCHE !**

Merci pour votre attention,

Meilleures salutations,

do

<http://mai68.org/spip> <<http://mai68.org/spip>>

Post-scriptum :

1°)MEDIA-MENSONGE : Accuser Bachar al-Assad d'avoir égorgé des enfants en bombardant Houla serait d'une stupidité crasse :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article4225> <<http://mai68.org/spip/spip.php?article4225>>

(Le montage de Houla est comme le montage de Timisoara, c'est de la propagande de guerre !)

2°) SONDO-MENSONGES : à qui appartiennent les instituts de sondages ? :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article1143> <<http://mai68.org/spip/spip.php?article1143>>

(Le sondo-mensonge qui prétend que 58% des Français sont pour la guerre fait partie de la propagande de guerre)

3°) Les trahisons des socialistes depuis leur origine

Si les socialistes n'avaient pas trahi, la guerre de 14-18 n'aurait jamais eu lieu.

Dernière trahison des "socialistes" : le 12 juillet 2011, ils ont voté pour la guerre de la France contre la Libye !

**NE VOTEZ PLUS JAMAIS "SOCIALISTE" !**

Les socialistes, c'est Dien Bien Phu, la campagne de Suez, et la guerre d'Algérie. Ce n'est pas la collaboration de classe, c'est la servilité de classe. Les socialistes sont les mercenaires du capitalisme

**Article complet sur les trahisons des "socialistes" au lien ci-dessous :**

<http://mai68.org/spip/spip.php?article1691> <<http://mai68.org/spip/spip.php?article1691>>

---

2 Paroles & action du président Poutine.

2-1 Guy François Olinga : **POUTINE : PLUS JAMAIS LES ERREURS FAITES EN LIBYE ET EN COTE D'IVOIRE.**

Notre village planétaire, le monde, aspirant à se doter d'un Gouvernement Mondial, est encore en phase d'expérimentation des stratégies de discipline des États et dirigeants d'États contrevenants aux lois qui leur seront imposées d'une manière ou d'une autre. Chaque situation de crise dans un pays supposé dirigeable (faible) par le Conseil de Sécurité des Nations Unies offre dès lors une formidable occasion de tester la puissance d'intimidation et de contrainte de ceux qui se considèrent comme les nouveaux maîtres du monde.

Là où le bât blesse, c'est quand les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU ne parviennent pas à un accord sur les méthodes de discipline des États en crise. Le cas de la crise syrienne en cours depuis quelques mois en est un.

**État des lieux**

Les prémices de la Gouvernance Mondiale sont mises en place par l'*Organisation des Nations Unies* (ONU) qui, pour le moment, se veut être l'organisme de résolution des conflits entre les états dans le monde. Pour diriger le monde, l'ONU s'est dotée d'un Conseil de Sécurité composé de 15 membres dont 5 en réalité disposent du véritable pouvoir décisionnel. Ce sont les fameux membres permanents du Conseil de Sécurité : les USA, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine. Outre le fait qu'ils ne fassent pas l'objet d'un renouvellement, les membres permanents ont le droit de veto, un droit qui leur permet de bloquer toute résolution ou décision, quelle que soit l'opinion majoritaire au Conseil. Ainsi pour intervenir en Irak, en Libye, en Côte d'Ivoire, etc. il avait forcément fallu que ces cinq membres permanents soient tous d'accord sur la forme et le but des interventions ; et ils l'étaient!

Toutefois, les États membres de l'ONU sont dits souverains, la souveraineté nationale d'un État étant comprise comme la qualité de l'État de n'être déterminé que par sa propre volonté en respectant uniquement sa propre constitution. Si donc dans ses textes fondateurs l'ONU avait résolu de respecter la souveraineté des États, une dangereuse mais prévisible évolution a fait introduire dans l'ONU le concept de l'ingérence humanitaire fondée sur le slogan : « *on ne laisse pas les gens mourir* ».

Le droit d'ingérence humanitaire est dès lors la reconnaissance du droit que reçoivent des nations mandatées de violer la souveraineté nationale d'un autre État, ce dans le cadre d'un mandat bien précis accordé par l'ONU pour les buts humanitaires. Ainsi, il suffit que quelques rebelles défient l'autorité en place dans un État, reçoivent comme réponse des tirs de balles réelles et présentent des morts à l'ONU pour que l'ONU vienne leur donner le pouvoir comme sur un plateau d'or. Facile, non ? Quelle belle recette pour faire un coup d'État!

**Bilan des interventions**

Force est cependant de constater que sur le terrain des opérations, les choses ne sont toujours pas passées comme convenu. Non seulement les conséquences des interventions militaires n'ont pas toujours produit les effets escomptés pour les populations au secours desquelles l'ONU disait venir, mais aussi les nations chargées de conduire les opérations sur le terrain se sont trop souvent données la liberté d'agir au-delà du mandat à elles accordé.

Au regard de ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire et en Libye, pour ne citer que ces deux cas, tout porte à croire que trois (3) des membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU avaient des agendas cachés aux deux autres. En effet, sous le fallacieux prétexte de protéger des populations civiles contre les armes lourdes utilisées par les parties en conflit, il s'agissait, toujours secrètement pour les USA, la France et le Royaume-Uni, de désigner les bons qu'il fallait mettre au pouvoir et les méchants qu'il fallait tuer ou envoyer à la CPI.

Sur le théâtre des opérations, les bons étaient pourvus d'armes lourdes, recevaient le soutien logistique, le conseil de guerre et un renfort combattant de l'ONU tandis que les méchants désignés étaient accusés de tous les crimes de guerre, bombardés sans discernement en même temps que les populations civiles et les dirigeants assassinés ou transférés à la CPI. Alors que l'ONU faisait miroiter la mise en place de la démocratie, la relance du développement du pays et la réconciliation nationale après son intervention pour obtenir l'adhésion de la Russie et de la Chine à ses projets macabres, la réalité est que les conséquences des interventions sont aux antipodes des prévisions.

Mieux, il ne reste que désolation pour les populations, chômage, pauvreté, endettement, délabrement des infrastructures du pays, rupture de la paix sociale, partition du pays et mise en place des dictatures d'une autre forme soutenues comme en Côte d'Ivoire à bras le corps par un détachement militaire français permanent pour maintenir artificiellement les bons au pouvoir. Une fois leurs objectifs atteints, nos pyromanes se transforment en pompiers proposant leurs services non moins intéressés pour la reconstruction du pays ainsi sinistré. Mais de fil en aiguille, la Russie et la Chine, ainsi que d'autres nations et personnes qui naïvement avaient cru aux déclarations de bonnes intentions des USA, de la France et du Royaume-Uni, se sentent désabusées pendant que l'ONU continue de perdre sa crédibilité quant à sa neutralité dans la gestion des conflits.

### **Plus jamais ça!**

A la faveur de la crise syrienne, voulant faire prendre à la Russie et à la Chine des vessies pour des lanternes, nos trois larrons nous resservent le même discours rhétorique : « *la protection des populations civiles.* » La mélodie est pourtant déjà connue et le disque rayé. Ce qui ne les empêche pas de fredonner sans relâche ce refrain dans l'espoir de faire craquer ces deux pays. La visite que M. Vladimir Poutine, Président de la Russie a accordée à M. François Hollande, Président de la France, le 01 juin 2012 à Paris a donc été l'occasion pour le second de tâter à nouveau le terrain.

Niet, niet, niet et niet, a dit le Président Russe à François Hollande. Certes il arrive qu'il y ait des oppositions et des conflits entre les ressortissants d'un même pays. Dans les cas de la Libye et de la Côte d'Ivoire, à l'insu de la Russie et de la Chine, les USA, de la France et du Royaume-Uni ont désigné les bons et les méchants. Mais au fait, qui leur donne le droit de décerner les certificats de qualité ? Leur jugement et leurs approches étaient-ils seulement justes et justifiés ? Et que dire de la désolation qui s'est installée dans ces pays après les bombardements ? Pourquoi les journalistes, complices de ces mascarades, ne parlent plus des conséquences de ces actions une fois les forfaits accomplis ? Et que dire de ce que l'OTAN va toujours au-delà des résolutions de l'ONU ?

Fortes de la mémoire de ces mensonges, la Russie et la Chine ne participeront plus jamais à de telles entreprises criminelles. Vladimir Poutine affirme qu'il préconisera sans relâche le dialogue entre les belligérants, les solutions diplomatiques et politiques. Si donc M. Bernard Henri Levi veut tant la fin de la crise en Syrie, alors qu'il cesse de faire rêver les rebelles syriens qu'ils auront un jour l'approbation de la Russie et de Chine pour chasser Bachar al-Assad du pouvoir. Qu'il les invite à la table de la négociation et de la véritable réconciliation nationale. Ce d'autant que le fait de soutenir des rebellions est une porte ouverte pour susciter d'autres rebellions dans le monde qui irait alors de guerre en guerre. Si les images qui nous sont montrées à la télévision peuvent nous amener à dire avec M. Hollande que « Le régime de Bachar el-Assad s'est conduit de manière inacceptable, intolérable », il est légitime de se demander si les rebelles eux sont des enfants de cœur. A l'adresse de ceux qui veulent prétendre que la Russie sacrifie des vies innocentes des syriens sur l'autel des intérêts égoïstement politiques et économiques, Vladimir Poutine déclare que « **la Russie n'a pas d'intérêts commerciaux en Syrie, pas**



**d'intérêts militaires, elle ne soutient ni Bachar ni son opposition. Elle veut juste la fin des violences et mettre toutes les parties autour de la table...»**

### **L'occident doit évoluer**

Un observateur attentif de la marche du monde et des actions de l'ONU, Monsieur Ahoua Donmello, à qui nous avons demandé sur Facebook ses impressions au terme de cette conférence de presse a d'abord remarqué que les journalistes français étaient rentrés dans leurs petits souliers après le raisonnement nourri de l'expérience de Poutine. « **La sagesse se nourrit de l'expérience et l'expérience se nourrit des erreurs du passé** », dit-il. Selon lui, « **il est temps que l'occident évolue vers la sagesse en arrêtant l'arrogance contre les faibles qui ne profitent qu'à quelques multinationales et n'entraîne pour le peuple occidental que le gonflement de la dette publique et l'immigration avec pour conséquences le chômage et le néonazisme.** »

**Guy François Olinga**

<http://www.cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=7056>

---

2-2 Réseau Voltaire : Vladimir Poutine propose une Force de paix de l'OTSC.

Le président de la Fédération de Russie, Vladimir V. Poutine, envisage de déployer une force de maintien de la paix en Syrie pour prévenir un possible glissement vers une guerre civile [1].

M. Poutine a demandé au secrétaire général de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), Nikolai Bordyuzha, de faire une proposition en ce sens. Cette initiative pacifique s'oppose au projet occidental d'intervention militaire de l'OTAN.

M. Bordyuzha a immédiatement indiqué que l'OTSC est capable de déployer en Syrie sans délai une force de 20 000 casques bleus bien formés. L'OTSC est composée par la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

Cette force aurait pour mission de s'interposer entre l'Armée nationale et l'opposition armée... et d'arrêter les combattants étrangers.

La représentante permanente des États-Unis au Conseil de sécurité, Susan Rice, a évoqué la possibilité pour l'OTAN d'intervenir militairement en Syrie sans mandat de l'ONU. Vladimir Poutine n'a pas indiqué si la force de maintien de la paix de l'OTSC agirait sous ou sans mandat du Conseil de sécurité.

13 juin 2012

<http://www.voltairenet.org/Syrie-Vladimir-Poutine-propose-une>

---

---

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

3-1 Nadia KHOST : Qui est responsable des crimes en Syrie ?

17 mars 2012

Le grand soir

Il y a un an seulement, les Syriens vivaient en sécurité. Ils ignoraient tout des armements qu'ils découvrent chaque fois que l'armée les saisit dans les cachettes des milices ou lorsqu'elles entrent depuis la Turquie ou le Liban. Ils n'avaient jamais vu les obus, les fusils et mitrailleuses de toutes sortes, les bombes assourdissantes, les obus anti-char, les revolvers, les appareils d'espionnage, les lunettes de vision nocturne, les charges explosives, les gilets pare-balles

Maintenant, nous savons que la mort peut venir des bonbonnes de gaz, ou des galons d'huile ! Nous savons que chacun d'entre nous peut mourir dans une explosion ou lors d'une attaque des bandes armées si son nom figure sur leur liste des gens à abattre ! Malgré cela, le Conseil des Droits de l'Homme à Genève refuse de reconnaître que ce qui se passe ici est l'assassinat de notre sécurité, l'abolition de notre rythme de vie. Et va chercher les accusés parmi les victimes ! Or, nous qui vivons en Syrie, et non dans un pays occidental, nous connaissons la vérité que l'Occident et ses institutions « *humanitaires* » ne veulent pas connaître.

Nous avons en tête deux images. L'image -passée une seule fois à la télévision syrienne- d'une famille à Baba Amro, près de la table dressée, dont tous les parents, enfants, oncles avaient été tués ; sur le mur, leurs assassins avaient écrit, avec le sang des victimes, le nom de la brigade qui avait commandité ce crime. L'autre image est celle d'une femme habitant à Douma, [une banlieue de Damas] qui racontait que les milices avaient conduit un jeune homme ligoté sur la place publique, pointé leur mitrailleuse, et obligé les gens à assister à son exécution. Et que le lendemain, ils en avaient tué d'autres, de la même

manière. À la même époque, simultanément, Ayman et Fahd Arbini - en compagnie de Zaher Qweider d'Al-Qaïda - ont tiré des obus RPG sur l'église d'Arbin, [banlieue de Damas] et sur le collège islamique. Ces crimes ont eu lieu dans des zones sous contrôle des bandes armées. Dans quel projet s'inscrit ce terrorisme ? Qui est responsable de ces crimes ?

Un des criminels arrêtés à Baba Amro raconte - comme on raconte une histoire banale - qu'il a tué et violé des femmes. Que des cheikhs du conseil militaire lui avaient signifié par *fatwa* que le meurtre et le viol étaient licites. Ce n'est pas étonnant : les cheikhs wahhabites d'Arabie Saoudite qui appellent de leur tribune au Jihad contre le gouvernement syrien, ainsi que Kardawi, le cheikh d'*Al-Jazeera*, prononcent des *fatwas* légalisant l'assassinat d'alaouites, de chrétiens, de druzes et de sunnites favorables au gouvernement. Les bandes armées qui exécutent ces fatwas reçoivent de l'argent du Qatar et de l'Arabie Saoudite, ainsi que des drogues que l'armée syrienne confisque en quantités avec les armes. Faisaient partie du butin trouvé à Baba Amro : des armes et des devises occidentales et israéliennes, des passeports divers - parmi lesquels un « *passeport pour le paradis* » - du matériel de communication sophistiqué. Ces cheikhs ne connaissent pas la recommandation formulée, au début de l'Islam, par le Calife Omar bin el Khattab : « *Ne tuez pas de femmes ni d'enfants ni de vieillards, ne coupez pas d'arbres, et laissez les moines dans leurs couvents.* »

Ces *fatwas* expliqueraient pourquoi, le 7 mars 2012, un homme a raconté, sans peine ni remord, qu'il a tué cinquante hommes et violé des dizaines de femmes. C'est ce qu'on appelle communément de la conquête. Les bandes armées ont « *conquis* » les femmes et l'argent des victimes, ont pillé les institutions publiques, volé les ambulances et les voitures des municipalités et des particuliers. Hier, un citoyen de Homs se plaignait d'un *sniper* qui avait conquis les rues qu'il contrôlait depuis le haut de sa terrasse. Parmi les tués, il y avait un enfant de 11 ans, Malek El Aktaa. L'objectif de ce terrorisme ? Briser la société syrienne, infliger des pertes à l'armée, morceler la Syrie, paralyser la production agricole, industrielle et artisanale. Bref, détruire la structure de l'État. Dans les quartiers qu'elles contrôlaient, les bandes armées ont empêché les enfants d'aller à l'école, les étudiants de se rendre à leur examens universitaires. Elles ont tué les ouvriers sur le chemin de leur usine, elles ont empêché les paysans d'aller semer sur leurs terres et les centrales électriques de s'approvisionner, elles ont assassiné des hommes d'affaires et des professeurs d'université. Elles ont détruit la vie là où elles se sont installées. Le 11 mars 2012, elles ont kidnappé le politicien Mosbah Al Chaar à Homs, et elles ont assassiné le champion de boxe Ghiath Tayfour à Alep, comme elles avaient assassiné un champion de natation et fait sauter un pont dans la région d'Al Ghab.

Le rapport de la Commission des observateurs arabes - qui ont visité les lieux où ces événements se sont produits et rencontré les victimes - a relevé que le mandat de la Ligue Arabe adressé à la Syrie ne mentionnait pas les bandes armées. Et que ces bandes attaquaient les civils et les institutions publiques et privées, obligeant l'armée régulière à riposter. La Ligue Arabe, dirigée aujourd'hui par le Qatar et l'Arabie Saoudite, s'attendait à ce que la Syrie refuse de recevoir la Commission des observateurs. Puis elle a imaginé que le rapport rédigé par les observateurs irait dans le sens de son projet de légaliser une intervention militaire. Mais l'atrocité des crimes, l'ardeur des victimes à exprimer leur douleur, et la conscience politique des Syriens, a permis aux honnêtes personnes de la Commission de transmettre la vérité. C'est pourquoi la Ligue Arabe a par la suite négligé le rapport et a exigé la démission du chef de mission, cet homme loyal [1] qui a refusé le chèque en blanc proposé par le Qatar.

Pourquoi donc les dirigeants occidentaux et les institutions internationales n'ont-ils pas adopté ce rapport rédigé par des spécialistes en sécurité et des militaires qui documentaient les événements tels qu'ils se déroulaient sur le lieu même ? Ils ont préféré adopter ce que concocte l' « *Organisation syrienne des droits de l'homme* », basée à Londres ; une organisation représentée par un unique individu appartenant aux Frères musulmans, qui ne fait qu'inventer les « *informations* » diffusées à leur demande.

Le problème ne réside pas uniquement dans le fait que ces dirigeants occidentaux qui soutiennent la guerre contre la Syrie ne veulent pas savoir qui sont les véritables auteurs des crimes et des violations des droits de l'Homme. Le fond du problème est qu'ils exécutent une stratégie qui vise à détruire l'État Syrien. Ceci montre que les politiciens occidentaux sont devenus des vassaux aveugles du projet américano-sioniste ! Et que Sarkozy et Bernard Henri Lévy en France ont réussi à enterrer la politique de la France vis-à-vis des Arabes instaurée par De Gaulle. Lorsque nous entendons M. Alain Juppé, cela ne nous évoque nullement le Général De Gaulle. Nous avons plutôt l'impression d'entendre Oliva-Roget qui avait ordonné le bombardement de Damas en 1945 [2]. C'est pourquoi, il nous semble que la lettre de

M. Laulan à Juppé [3] - lui rappelant que la guerre contre la Syrie ne sert pas les intérêts de la France - suggère aussi que la dignité de la France suppose qu'elle ne soit pas la vassale du projet américano-sioniste.

Mettons donc de côté ces termes qui trahissent leur sens : « *les droits de l'Homme, les révolutionnaires, l'armée syrienne libre, la défense des citoyens syriens* ». Les dirigeants occidentaux doivent savoir que les « *révolutions* », supposent un programme politique national, que c'est la cause des hommes de grande envergure, penseurs et poètes. Une cause basée sur la loyauté à la Patrie, qui naît de cette Patrie ; et non pas une cause initiée par une décision extérieure. Comme l'histoire des luttes arabo-israéliennes est marquée par les guerres d'agression israéliennes, un des premiers principes des révolutionnaires patriotes est de ne pas recevoir d'aides ou d'armes israéliennes. Et de respecter les principes fondamentaux qui leur imposent de ne pas oublier que l'ennemi n'est pas la confession d'en face, mais que l'ennemi, l'agresseur c'est Israël, ainsi que l'impérialisme Occidental qui, lui, veille sur la sécurité d'Israël et se moque de celle des Arabes. Les dirigeants occidentaux savent ces vérités, mais ils consacrent leurs efforts au morcellement des pays arabes et à l'embargo contre l'Iran ; leur projet vise la Russie, la Chine, et les pays de l'ex-Union soviétique. Ils ont enfreint les lois internationales, leurs agents secrets se sont infiltrés à Homs, où ils ont dirigé la guerre de l'« *Émirat islamique de Baba Amro* », avec les bandes salafistes et Al-Qaïda ! Ils ont tenté par trois fois, au Conseil de Sécurité, d'autoriser l'ingérence en Syrie. Mais le fait que l'aviation israélienne bombarde Gaza, qu'elle ait tué, rien que le 10 mars, dix huit personnes dont des enfants, et que les colons israéliens détruisent les monuments palestiniens islamiques et chrétiens, et judaïsent la Jérusalem historique, tout cela n'a pas retenu leur attention.

Ces drames nous permettent de conclure que la politique occidentale ne reflète pas seulement un effondrement moral en adoptant le mensonge et les falsifications, mais aussi un effondrement politique et la cécité de la pensée. Cette politique conspire contre la Syrie. Un pays qui se distingue par un tissu social où se mêlent dans une unité nationale les religions, les confessions et les « *ethnies* ». Un pays qui se distinguait il y a peu par une sécurité rarement rencontrée en Occident, et par une culture humaine fière de ce qu'ont apporté les grandes révolutions à l'humanité. Un pays qui traduit les œuvres de la littérature mondiale, qui écoute la musique classique comme il écoute la musique locale, et dont les femmes participent à la vie productive et publique que le peuple cherche à améliorer. La politique occidentale utilise dans sa guerre, la diplomatie, les médias, les organisations internationales, et les armes sophistiquées ; elle s'appuie sur des régimes despotiques qui n'ont pas de Constitution ni de Parlement, qui accueillent sur leur territoire des bases militaires états-uniennes, et qui tuent les manifestants à Bahreïn et à Qatif en Arabie Saoudite.

Comment expliquer la collaboration de l'Occident avec des combattants d'al-Qaïda qui sont sur les listes du terrorisme international, et que le Qatar et l'Arabie Saoudite financent pour leur guerre contre la Syrie ? Comment expliquer la feinte ignorance occidentale de la position des chrétiens syriens présents sur le devant de la scène pour défendre la structure sociale, et qui condamnent l'intervention occidentalosioniste ? Pourquoi l'Occident n'écoute-t-il pas le Patriarche maronite du Liban, mais encadre-t-il les bandes takfiristes qui assassinent les chrétiens syriens, et attaquent leurs monastères et églises, que les musulmans respectent et honorent ? Al Zawahiri [leader d'Al-Qaïda] a revendiqué les attentats de Damas et d'Alep par Al-Qaïda. Des rapports officiels témoignent de rencontres entre les services secrets français et britanniques avec les combattants libyens d'Al-Qaïda. Les Syriens ont appris que les services secrets français et britanniques se trouvaient à Baba Amro aux côtés des bandes d'Al-Qaïda. Leurs médias se sont abstenus de montrer à l'écran ces infiltrés étrangers, laissant ainsi refroidir la colère ressentie vis-à-vis de ce non respect occidental de la souveraineté syrienne. La sagesse syrienne a préféré la maîtrise de la situation à Baba Amro, à une telle exposition. Des centaines d'hommes armés se sont rendus à l'armée syrienne lorsque la protection occidentale s'est retirée. Ceci confirme la responsabilité de l'Occident dans les crimes que commettent les bandes armées. Et il ne s'agit pas uniquement des assassinats et des enlèvements, mais également de la destruction des équipements de base dont le peuple syrien paie le prix : l'explosion des oléoducs et des gazoducs, des pylônes électriques, des stations d'eau, l'incendie des écoles, la destruction des hôpitaux, le pillage des édifices publics [par les bandes armées]. Nous affirmons donc que l'Occident se moque de la protection des chrétiens, des monastères et des églises, car les chrétiens sont patriotes, refusent l'ingérence et condamnent le complot occidentalosioniste, Il ne leur échappe pas que les prétendus « *révolutionnaires* » sont des bandes de criminels, et

que les sanctions européennes visent à se venger du peuple syrien, dont les chrétiens sont partie intégrante. Bizarre que ces vérités ne parviennent pas aux ministères des affaires étrangères occidentaux ?

En tous cas les instructions données par l'opposition extérieure sont : ne regardez pas la télévision syrienne, ni la chaîne *al-Dounia*, ne votez pas pour la Constitution ! Il semble que Madame et Messieurs Clinton, Juppé et Cameron ne veuillent pas voir non plus les funérailles des milliers de soldats et officiers de l'armée que les bandes armées ont tué [4] ; ni voir les honneurs rendus à ces martyrs par les villageois. N'ont-ils pas vu non plus que des millions de Syriens ont envahi les places, manifestant ainsi leur avis à l'égard du complot de l'Occident sioniste contre la Syrie ? N'ont-ils pas vu le niveau de conscience politique qui distingue le peuple syrien ? N'ont-ils pas entendu la clameur des femmes, voilées ou pas, et leur refus de l'ingérence dans les affaires internes de la Syrie ? Ils ne le voient pas, car seul celui qui a la conscience éveillée, et qui est libre, peut être ému par les douleurs humaines, et apprécier la dignité nationale syrienne. Est-il concevable que les « *défenseurs de la démocratie* » n'aient pas remarqué que la nouvelle Constitution interdit les partis fondés sur une base religieuse ou ethnique, et qu'elle garantit le respect des libertés personnelles et religieuses ? Le grand débat national n'a-t-il pas été remarqué ? Dans quel autre pays un projet de Constitution a-t-il été débattu dans des meetings, dans les centres culturels, à l'université, à la télévision, dans des réunions ? J'ai vu un exemplaire de la Constitution entre les mains de collégiens et d'étudiants universitaires ; les gens ont exprimé leur avis, et devant le Parlement se sont manifestés les politiciens en désaccord avec l'article 3 [de la Constitution]. Mais la question n'est pas celle des droits de l'Homme car, si c'était le cas, MM. Juppé, Cameron et Mme Clinton auraient dû voir l'agression permanente dont est victime le peuple palestinien, et le mépris d'Israël à l'égard des décisions internationales qui interdisent la judaïsation de la terre occupée et la métamorphose de ses caractéristiques. Ils auraient dû condamner les crimes qu'a commis Israël au Liban, et méditer sur les violations des droits de l'Homme en Libye. La « *communauté internationale* » aurait dû examiner les déclarations des officiels israéliens qui menacent de bombarder les installations nucléaires iraniennes, et les juger pour menaces de guerre. Mais la logique s'est évanouie. L'État d'Israël, qui possède des bombes atomiques, qui refuse de laisser visiter ses installations nucléaires, n'est pas condamné. L'Iran qui ne possède pas d'armes nucléaires, qui accepte de faire visiter ses installations nucléaires, est lui menacé par Israël. Tandis que l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique communique les noms des scientifiques iraniens, ce qui facilite leur assassinat...

On a vu le président Obama se tenir comme un écolier docile devant Netanyahu, garantissant le « *droit d'Israël à assurer sa sécurité* », (cette sécurité s'étendant d'Israël à l'Égypte, à la Lybie et à l'Iran !) et garantissant son engagement à assurer la suprématie militaire d'Israël. Nous avons ainsi vu, sur le plan symbolique, la concordance entre le projet occidental et le projet sioniste. C'est pourquoi, M. Juppé ne diffère guère de Mme Clinton. Son arrogance n'est pas sans rappeler celle d'un gouverneur pendant la période d'occupation. Ces événements ont permis de mettre une fois de plus en lumière l'influence sioniste au sein du parti communiste et du parti socialiste français. N'est-il pas ironique que Bernard Henri Lévy, le sioniste, se définisse comme socialiste ? Et qu'il cite Marx dans son livre sur ses missions dans l'invasion de la Lybie où il se déclare « *fidèle à son judaïsme et son sionisme* » ! Le parti communiste français n'a-t-il pas remarqué ce qu'est le système politique de l'Arabie et du Qatar, et ce que sont les bandes takfiristes utilisées dans la guerre contre la Syrie ? Il s'ensuit que l'Occident ne collabore plus qu'avec ceux qui ont des liens avec Israël et qui privilégient la sécurité de cette dernière, sur la sécurité nationale arabe. C'est pourquoi Basma Kodmani [5] a avoué qu'« *Israël est une nécessité* » ! Certains membres du *Conseil d'Istanbul* ont assuré qu'ils établiront des liens avec Israël. Dans cette concordance, s'inscrit la collaboration des services secrets israéliens, qataris, et saoudiens, ainsi que les bandes armées munies d'armes israéliennes découvertes dans des cachettes à Douma, dans la banlieue de Damas, et à Baba Amro. Ce *Conseil*, appuyé par Juppé et Clinton, a commis ce que le peuple Syrien ne pardonne pas : le fait d'avoir facilité l'ingérence étrangère politique et militaire en Syrie, d'avoir des liens avec Israël et le sionisme. Dans ce climat, l'Occident accuse les victimes des crimes qu'il a lui-même commis par le biais de ses bandes armées. Cela ne nous étonne pas qu'il voie AbdelKarim Belhaj, Al Mahdi Harati, Al Zawahiri, l'émir du Qatar, et le roi Saoudien comme autant de « *révolutionnaires démocrates* », et qu'il efface de sa mémoire Che Guevara et Manolis Glezos !

Est-il possible de changer la stratégie occidentale pour dissiper le danger d'un embrasement du proche Orient ? Le point lumineux est que des puissances ayant des stratégies différentes, essaient, avec force et

courtoisie, de stabiliser les relations internationales ; ce sont de grandes puissances économiques avec des intérêts, une vision, et une structure. Le discours prononcé par Poutine le 10 février 2007 à la 43e Conférence sur la sécurité à Munich, ainsi que son dernier article, montrent que la Russie n'est plus le pays que l'Occident a sauvagement violé après l'effondrement de l'Union soviétique. Elle fait partie maintenant de l'union du BRICS, bien décidée à l'établissement de nouvelles relations internationales. Dans cette union, beaucoup de peuples voient la libération du joug du monde unipolaire, la sortie du chaos, et du déni du droit humain et international. Nous lisons l'espoir dans l'appel de Theodorakis qui indique la Russie pour sortir de la crise. Son appel « *La vérité sur la Grèce* » [6] dénonce la stratégie dessinée par le FMI : « *ce n'est plus l'État-nation qui fait le progrès mais les banques* ». Il faut mettre cela dans une autre expression : « *ce sont les banques et la guerre qui fabriquent la misère des peuples et qui tuent les identités nationales* ». En témoigne la parole de Sarkozy à la délégation du Conseil de transition Libyen : « *nous devons apprendre au peuple grec à vivre* ». Les banques occidentales non seulement dépouillent les peuples, mais elles les humilient. Que n'avions nous pas découvert plus tôt que la Russie, la Chine, l'Iran le Brésil, l'Afrique du Sud, et l'Amérique Latine, sont des espaces humains et économiques, remplaçant l'Occident !

Le sang des victimes avec lequel les Libyens d'Al-Qaïda ont écrit sur le mur de la famille assassinée, « *de Misrata nous sommes venus pour libérer la Syrie* », et les décombres de Baba Amro -là où les services secrets français et britanniques ont dirigé la guerre- dessinent un tableau réunissant Al-Qaïda, les cheikhs despotiques du pétrole (qui interdisent à la femme de conduire), les bandes de mercenaires, les dirigeants occidentaux, les services secrets occidentaux, les régimes coupeurs de têtes saoudiens, et l'opportuniste qatari. Un tableau très significatif, qui ne permet pas à ceux-là de donner aux Syriens des leçons sur les droits de l'Homme ou sur la démocratie ! Mais qui impose de juger les dirigeants de l'Occident et du Golfe qui ont planifié et financé les crimes en Syrie !

**Dr Nadia KHOST**

17 mars 2012

« **le grand soir** »

*Dr Nadia Khost, écrivaine syrienne — auteur de nombreux ouvrages, d'essais, et de nouvelles portant sur l'histoire, l'architecture, la conservation et la protection du patrimoine de la Civilisation Arabe — vit à Damas.*

Damas, 11 mars 2012

Traduit de l'arabe par Anis El ABED

SOURCE : <http://www.silviacattori.net/article2975.html>

Texte original en arabe : <http://www.silviacattori.net/article2970.html>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19